



PAR COURRIEL

Le 30 mars 2026

Objet : Demande d'accès aux documents – Décision

N/Réf. : BSM-2026-005852

Bonjour,

Conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, ci-après nommée « Loi sur l'accès »), nous avons traité votre demande d'accès reçue le 16 mars 2026, laquelle se lit comme suit :

[...] je désire obtenir copie du ou des document(s) suivant(s) :

- Le nombre d'absolutions conditionnelles et inconditionnelles pour les dossiers comportant l'accusation en vertu de l'article 267 c) du code criminel et possédant le code statistique A, H et I, entre 2020 et 2025
- Le nombre de peines avec sursis (à domicile) en lien avec des condamnations liés aux articles 320.13 (3), 320.14 (3), 320.15 (3) et 320.16 (3) du Code criminel entre 2020 et 2025.
- Le nombre de condamnations liés aux articles 320.13 (3), 320.14 (3), 320.15 (3) et 320.16 (3) du Code criminel entre 2020 et 2025
- Le nombre de peines avec sursis (à domicile) en lien avec des condamnations liés à l'article 272 du Code criminel entre 2020 et 2025.
- Le nombre de condamnations liés à l'article 272 du Code criminel entre 2020 et 2025 [...].

(Transcription intégrale)

Décision

Nous donnons suite à votre demande. En effet, vous trouverez ci-joint les statistiques demandées.

Recours

Conformément à l'article 51 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez, en vertu de la section III du chapitre IV de cette loi (articles 135 et suivants), faire une demande de révision à l'égard de cette décision en vous adressant à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente décision. À cet effet, vous trouverez joint à la présente le document intitulé Avis de recours.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Marie-Claude Daraiche, avocate
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j. 2

AVIS DE RECOURS

RÉVISION DEVANT LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

a) POUVOIR

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

525, boulevard René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9
Tél. : 418 528-7741
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

MONTRÉAL

2045, rue Stanley
Bureau 900
Montréal (Québec) H3A 2V4
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Télécopieur : 514 844-6170

b) MOTIFS

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un enregistrement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) DÉLAIS

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) POUVOIR

L'article 147 de la Loi sur l'accès stipule qu'une personne directement intéressée peut interjeter appel sur toute question de droit ou de compétence, devant le juge de la Cour du Québec, de la décision finale de la Commission, y compris une ordonnance de la Commission rendue au terme d'une enquête, ou, sur permission d'un juge de cette Cour, d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) DÉLAIS ET FRAIS

L'article 149 de la Loi sur l'accès stipule que l'appel est formé par le dépôt auprès de la Cour du Québec d'un avis à cet effet précisant les questions de droit ou de compétence qui devraient être examinées en appel.

L'avis d'appel doit être déposé au greffe de la Cour du Québec dans les 30 jours qui suivent la date de la réception de la décision finale par les parties.

c) PROCÉDURE

Selon l'article 151 de la Loi sur l'accès, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les 10 jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

Le secrétaire de la Commission transmet au greffe, pour tenir lieu de dossier conjoint, un exemplaire de la décision contestée et les pièces de la contestation.

**Volumétrie des causes criminelles¹ avec au moins un chef
d'infraction lié à l'article 267c) du Code criminel et une absolution
conditionnelle ou inconditionnelle, selon certains codes statistiques**

Ensemble du Québec
Années civiles 2020 à 2025

Année	Absolution conditionnelle ou inconditionnelle pour au moins un chef concerné			
	Nombre	Avec code statistique A	Avec code statistique H	Avec code statistique I
2020	5	5	0	0
2021	11	7	0	0
2022	15	12	0	0
2023	24	11	0	0
2024	22	14	0	0
2025	32	24	1	0

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

Notes :

- Les codes statistiques H et I sont utilisés depuis juillet 2022.
- L'extraction réalisée illustre les résultats d'une saisie manuelle.

Source : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte.

Date d'extraction : 2026-03-24

Volumétrie des causes criminelles¹ avec au moins un chef d'infraction lié aux articles 320.13 (3), 320.14 (3), 320.15 (3) ou 320.16 (3) du Code criminel et une condamnation ou une sentence d'emprisonnement avec sursis sur ces chefs

Ensemble du Québec
Années civiles de fermeture 2020 à 2025

Année	Condamnation sur au moins un chef concerné	Emprisonnement avec sursis sur au moins un chef concerné
2020	3	0
2021	5	0
2022	9	0
2023	25	6
2024	31	2
2025	32	12

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

Note : l'extraction réalisée illustre les résultats d'une saisie manuelle.

Source : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte.

Date d'extraction : 2026-03-24

Volumétrie des causes criminelles¹ avec au moins un chef d'infraction lié à l'article 272 du Code criminel avec une condamnation ou une sentence d'emprisonnement avec sursis sur ces chefs

Ensemble du Québec
Années civiles de fermeture 2020 à 2025

Année	Condamnation sur au moins un chef concerné	Emprisonnement avec sursis sur au moins un chef concerné
2020	16	0
2021	22	1
2022	33	0
2023	38	0
2024	51	1
2025	31	2

¹ Une cause criminelle correspond à une dénonciation et un accusé.

Note : l'extraction réalisée illustre les résultats d'une saisie manuelle.

Source : Système Plumitif M013 - Gestion des causes criminelles adulte.

Date d'extraction : 2026-03-24